

## Immigration de masse

## «On doit d'abord engager des Suisses»

**Christoph Blocher veut le retour des contingents et un plafonnement du nombre de frontaliers**

Arthur Grosjean Männedorf

Christoph Blocher ne se reposera que le 9 février. D'ici là, il sillonne la Suisse pour participer aux débats sur l'initiative UDC «Contre l'immigration de masse». Comment compte-t-il réguler le nombre de travailleurs étrangers? Interview dans son bureau discret de Männedorf, en plein sur la «Côte dorée» de Zurich.

**Chaque année, 80 000 travailleurs étrangers en plus, c'est trop, dites-vous. Quel est le maximum pour vous?**

On ne peut pas donner un chiffre précis. Avant l'entrée en vigueur de la libre circulation, il y en avait 40 000. On avait alors une forte croissance économique. Maintenant, c'est 80 000 et ce nombre va encore augmenter. Cela signifie l'installation d'un nombre d'étrangers supérieur à toute la population du canton du Jura. Cela nécessite chaque année de construire 35 000 logements, d'engager 600 infirmières, 163 médecins dans le seul secteur ambulatoire, 500 enseignants, etc. Vous ne trouvez pas ces forces de travail en Suisse, donc vous allez chercher encore des étrangers - pour les étrangers.

**Mais 40 000 immigrants, c'est OK pour vous?**

Non, cela dépend de la croissance économique; 40 000 dans une bonne conjoncture, c'est mieux que 80 000 avec une croissance faible comme depuis 2007. En 2009, la croissance était même négative et on a fait venir 72 000 personnes. Ces étrangers émigrent parce que la différence de niveau de vie est énorme.

**Ils viennent parce qu'il y a du travail...**

Pas forcément. Il y en a des milliers qui viennent sans travail et qui vont ensuite à l'aide sociale. C'est pour cela que le Conseil fédéral a interdit la semaine dernière l'aide sociale fédérale aux nouveaux demandeurs d'emploi. Mais qui va les renvoyer dans leur pays? Personne. Mme Sommaruga n'arrive même pas à renvoyer des criminels étrangers.

**Vous voulez des contingents d'étrangers. Comment l'entreprise doit-elle prouver qu'elle n'a pas trouvé d'employé suisse?**

On fait ce qu'on a pratiqué avant 2007. On regarde d'abord s'il y a des Suisses pour pouvoir faire le travail. Et on arrête de faire venir des étrangers surqualifiés qui entrent en concurrence frontale avec une secrétaire suisse, par exemple, en acceptant un salaire bas. C'est le gros problème avec les frontaliers. Regardez le Tessin qui est envahi de travailleurs italiens. Et à Genève...

**Vous voulez plafonner le nombre de frontaliers?**

Il doit y avoir une proportion à respecter par rapport à la population indigène. Le nombre des frontaliers a doublé pendant les dernières



Le tribun de l'UDC zurichoise Christoph Blocher prédit un avenir difficile à la Suisse si l'initiative sur l'immigration de masse est refusée en votation le 9 février. NELLY RODRIGUEZ

dix années, ce qui pose un problème, particulièrement pour les cantons du Tessin et de Genève. Et ce nombre augmente encore.

**Vous êtes vague. Quelle proportion?**

Vous n'arriverez pas à me faire dire un chiffre. L'important, c'est de privilégier les travailleurs suisses à l'embauche. Comme on l'a fait par le passé. Ce n'était pas le paradis mais cela a bien fonctionné. Il n'y a aucune proposition alternative du Conseil fédéral pour freiner l'immigration.

**Priorité aux Suisses, cela veut dire que les seconds du pays passent après, comme les nouveaux immigrants UE?**

Vous relayez la propagande des syndicats! Notre initiative favorise les travailleurs suisses, y compris les étrangers qui sont installés légalement depuis longtemps chez nous. Cela n'a rien à voir avec le passeport.

**Les chefs d'entreprise sont contre votre initiative. Ils dénoncent la bureaucratie à l'embauche.**

Ils ont raison. Même dans mon entreprise, le chef du personnel dit que c'est plus facile de recruter dans un bassin de 500 millions de personnes. Mais un pays doit décider de ce qui est bon pour lui, même si cela contrarie un tout petit peu le travail des managers. Sinon, quand la conjoncture deviendra mauvaise, le flot des immigrants ne va pas s'arrêter. Il y aura toujours plus de chômage et de Suisses qui perdront leur travail. Le plus grand économiste mondial Milton Friedman a dit: «Le libre-échange, c'est la prospérité. Mais il y a deux choses qu'un Etat ne doit pas laisser complètement au marché: les personnes et le capital.»

Le PIB par tête progressait beaucoup plus vite avant 2007 quand il n'y avait pas la libre circulation totale. C'est logique. Il est évident que les salaires baissent quand un grand nombre de demandeurs d'emploi arrivent, qui dans leur pays d'origine gagnaient moins.

Le produit intérieur brut (PIB) est en hausse, même par tête d'habitant, et le chômage est bas. Où est le problème?

Le PIB par tête progressait beaucoup plus vite avant 2007 quand il n'y avait pas la libre circulation totale. C'est logique. Il est évident que les salaires baissent quand un grand nombre de demandeurs d'emploi arrivent, qui dans leur pays d'origine gagnaient moins.

Le PIB par tête progressait beaucoup plus vite avant 2007 quand il n'y avait pas la libre circulation totale. C'est logique. Il est évident que les salaires baissent quand un grand nombre de demandeurs d'emploi arrivent, qui dans leur pays d'origine gagnaient moins.

étranger de la Suisse. Le Zurichois estime que ce dernier ferait mieux de démissionner. «Si j'étais conseiller fédéral, et que j'avais l'intime conviction que la Suisse court à sa perte si on applique l'initiative, alors même qu'elle ne demande qu'une modeste renégociation avec l'UE, alors oui, je quitterais le Conseil fédéral, explique-t-il. Mais vous verrez, personne ne va démissionner...» Un trait d'ironie avant de balayer le risque de voir les bilatérales tomber. «La Commission européenne ne peut pas

C'est le nivellement vers le bas. Et nous avons une hausse du chômage continue depuis juin 2013.

**En comparaison internationale, le chômage reste très bas.**

Allons donc. Regardez les trente dernières années. Nous avons un taux de chômage supérieur à 3,5% uniquement quand l'économie était mauvaise. Quand il y avait une croissance de 2,5%, on avait un chômage entre 1 et 2%.

**Pourquoi alors votre initiative se traîne dans les sondages à 37%?**

Attendons la votation. Mais peut-être le seuil de douleur n'est pas encore assez élevé dans certaines régions. Si le non l'emporte, cela va mal tourner. Il y aura de grosses tensions sociales. Le Tessin est un avant-goût de ce qui va se passer en Suisse.

Lire aussi en pages 2 et 3

Consultez le dossier sur les votations fédérales [www.9fevrier.tdg.ch](http://www.9fevrier.tdg.ch)

## Aide déficiente pour les malades mentaux

**Un rapport de l'OCDE jette une lumière crue sur les failles du système suisse face aux troubles psychiques au travail**

Dépansions, angoisses, troubles de la personnalité, etc. Ces maladies psychiques touchent une personne sur cinq et coûtent 19 milliards de francs par an à l'économie suisse, en perte de productivité, soins médicaux et dépenses de sécurité sociale. Dans un rapport publié hier, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'attaque à la problématique et fait des recommandations. But de ces conseils: que les personnes atteintes dans leur santé mentale soient et restent intégrées dans le monde du travail suisse.

Ainsi les services de l'emploi devraient être formés pour une détection précoce des problèmes psychiques chez les chômeurs, tandis que leur collaboration avec les services sociaux n'est pas jugée «à la hauteur». «En résumé, pour beaucoup de coûts, ces collaborations ont peu d'effets», souligne Christopher Prinz, chef de projet OCDE.

Le monde médical est aussi mis au défi dans le rapport. Psychiatres et généralistes sont appelés à davantage coopérer, entre eux, et avec les employeurs. Et puis, «le focus en Suisse est trop fort sur le stationnaire et pas assez sur l'ambulatoire», reconnaît Stefan Spycher, de l'Office fédéral de la santé. Qui dit traitement plus court et en cours d'emploi dit aussi meilleure guérison, affirme l'OCDE.

A l'école, c'est la prise en charge des jeunes en rupture, parfois atteints de troubles

psychiques ou du comportement, qui doit être améliorée. «Il y a beaucoup de services pour les jeunes à l'école ou en formation. Mais ceux qui sortent du système se retrouvent seuls», commente Niklas Baer, le directeur du service de réhabilitation psychiatrique du canton de Bâle-Campagne. Le spécialiste a collaboré à l'élaboration du rapport. «Aucun service ne les prend par la main pour les reconduire durablement sur le marché du travail. Et l'on remarque que s'ils reçoivent une rente AI, ils ont plus d'argent qu'en travaillant sans qualification. C'est problématique.»

Enfin, les employeurs apparaissent dans le rapport comme désemparés mais aussi trop statiques face aux troubles psychiques de leurs employés. Ils devraient ainsi avoir l'obligation de signaler rapidement à l'AI les problèmes. «Les ressources ne sont pas utilisées de manière efficace aujourd'hui et la conscience n'est pas assez grande, avant tout chez les médecins, mais aussi chez les employeurs qui veulent aider mais ne savent pas comment faire, explique Niklas Baer. Le plus grand problème réside dans le manque de collaborations entre les médecins, l'AI et les employeurs.»

D'où la perche tendue au Parlement fédéral qui avait coulé la révision 6b de l'AI: il serait utile de reprendre certains éléments de ce projet, selon l'OCDE. L'Union patronale suisse a saisi hier la balle au bond en soutenant la démarche. L'OCDE pousse encore un peu plus loin en proposant de reconnaître les troubles mentaux que le travail accentue comme maladies professionnelles.

Lise Bailat Berne

## Une Suissesse tue son enfant handicapé

**Une Zurichoise de 40 ans disparue avec son bébé depuis la veille de Noël a tué ce dernier après avoir été arrêtée en Espagne**

La mère zurichoise portée disparue avec son bébé de 10 mois depuis la veille de Noël a été retrouvée mercredi par les autorités espagnoles à Torrevieja, une cité balnéaire de la côte est espagnole. La femme de 40 ans a été arrêtée pour avoir illégalement quitté le pays en compagnie de son enfant gravement handicapé.

Pour des raisons inconnues, tous deux ont ensuite été hospitalisés. A l'hôpital, la jeune femme a

demandé à pouvoir donner le bain à son bébé. Elle a alors profité de ce moment pour le tuer en lui tranchant la gorge avec un couteau, selon la presse espagnole. La police n'a, quant à elle, pas donné plus de précisions sur les faits en raison du secret de l'instruction.

La femme et son fils, qui souffraient d'un handicap dès la naissance, étaient portés disparus depuis la veille de Noël. Elle l'avait enlevé de l'Hôpital des enfants de Zurich après s'être vu retirer la garde du bébé en raison des soins dont il avait besoin. Le grand-père maternel du petit garçon a, quant à lui, été placé en détention préventive à Zurich, soupçonné d'avoir aidé sa fille à prendre la fuite. **ATS**

## Renseignement Il y aurait dix djihadistes suisses en Syrie

Le Service de renseignement de la Confédération estime qu'une dizaine de combattants suisses se trouvent en Syrie ou sont en passe de s'y rendre. Le porte-parole Felix Endrich l'a indiqué hier à la radio alémanique SRF. Il pourrait s'agir de djihadistes ou d'aventuriers, précise-t-il. Ces hommes pourraient être formés dans un camp à l'étranger et se radicaliser. «Ceux qui reviennent et ceux qui recrutent en Suisse sont très dangereux. Nous surveillons ces milieux», a précisé Felix Endrich. **ATS**

## Syndic au régime

**Le syndic de Lausanne Daniel Brélaz**, connu pour son embonpoint, est méconnaissable. Le syndic de Lausanne pèse aujourd'hui 106 kilos. Il veut encore franchir un cap symbolique avant de mettre fin à son étonnant régime commencé sept mois auparavant à 172 kilos. Une métamorphose impressionnante qui inquiète ses collègues et élus vaudois. «Tout est sous contrôle», assure pourtant l'intéressé. **L.M.T.**